front libertaire
des luttes de classes

UN 4 PAGES SPECIAL SUR NOTRE INTER-SECTEURS DE NIMES

10 déc 76 Nº58 édité par l'Organisation Communiste Libertaire 3,00 fr

front libertaire
des luttes de classes

33, rue des Vignoles
75020 PARIS
Tel: 370 46 86

Abonnements :
France :
10 n° plis ouverts : 25 f
10 n° plis fermés : 51 f
Etranger :
10 n° plis ouverts : 30 f
10 n° plis fermés : 60 f
Diffusion :
5 ex. pendant 10 n° : 112 f
10 ex. " " : 220 f
Pour tout changement d'adresse, joindre 1,50F en timbres

CCP FRONT LIBERTAIRE
33 907 40 LA SOURCE

PERMANENCE tous les jours
33 rue des vignoles 75020 paris
région nord (même adresse)
région sud
TERMINAL 10 rue des Suisses
13200 ARLES

etat des souscriptions

	Abonnements	Souscriptions
Novembre :	*663,00*	*8.000,50*
Mois précédents :	5.850,40	18.088,05
Totaux :	*6513,40*	*26088,55*

Total précédent : 23.930,45

Total novembre : *8.663,50*

Nouveau total : *32.593,95*

AVIS

• **« Révolution et Contre-Révolution en Catalogne »** (1936-1937), de Carlos Semprun Maura.

Un des meilleurs ouvrages sur la Révolution espagnole jusqu'à maintenant « inabordable » par son prix : 49,95 F

La Librairie FRONT LIBERTAIRE vient de sauver le stock des soldeurs et autres marchands de papier, et propose ce livre à un prix militant de 15 F. (le prix d'une brochure).

Remise importante pour les commandes groupées (plus de 20 exemplaires).

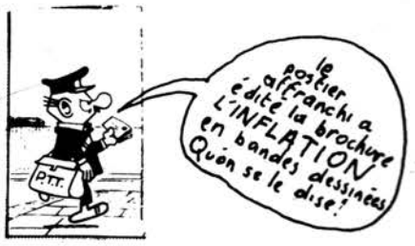
Publications ORA (prononcez OCL) actuellement disponibles:

Dans la série des documents Rouge et Noir:

- Doc R&N 1: Guerre de Classes en Espagne, de Berneri;..... 3Fr
- Doc R&N 2: Abrégé du Kapital de Karl Marx par Caffiero (2 tomes);...14Fr
- Doc R&N 3;:Anarchisme et Marxisme, de Guérin;..... 2Fr
- Doc R&N 5: L'insurrection de Kronstadt la Rouge;..... 6Fr
- Doc R&N 6: Les communistes libertaires russes et l'organisation; ... 2Fr
- Doc R&N 7: Portugal de l'antifascisme à l'affrontement de classes;..... 3Fr

Dans la série "Documents":

- Doc 5: Plateforme d'Archinov;..... 3Fr50
- Doc12: L'O.R.A. de 67 à 74;..... 3Fr
- Doc13: Portugal;..... 4Fr
- Doc Hors Série: Radiographie du Tour de France;..... 2Fr



Usinor Dunkerque

(Suite de la grève de Mattaglo)

Notre camarade nous annonçait que le conflit dépérissait de sa belle mort. Il ne se trompait pas. C'est la maîtrise, avec l'aide des portiqueurs CGT du port autonome de Dunkerque qui se sont chargés de la remise en marche des installations. Le résultat a été que le secteur en grève a repris le boulot.

A la suite de ce conflit, il y a eu des licenciements. Une partie fut reprise grâce à l'action de la CFDT auprès des instances juridictionnelles. Seul un délégué CGT (considéré comme initiateur de la grève) n'a pas été repris, la justice des patrons devant statuer sur son sort.

COMMUNIQUÉ PAR LE C.A.P.

Les soussignés s'inquiètent des conditions dans lesquelles Evelyne BARGE est détenue; elle vient d'être transportée d'urgence à l'hôpital des Prisons de Fresnes; ce transfert intervient à la suite d'un séjour de 5 mois et demi à Fleury-Mérogis à l'isolement total alors qu'Evelyne est enceinte de six mois et continue à dire son innocence.

Arrêtée en juin 1976 à la suite de deux attentants aux conséquences seulement matérielles, elle est maintenue en prison sur de simples présomptions et en raison de son passé de militante. Nous protestons contre ces brimades physiques et morales qui atteignent gravement la santé et la dignité d'une femme et la mettent dans l'incapacité physique de soutenir sa propre défense et de mettre son enfant au monde dans des conditions normales.

Les soussignés demandent sa mise en liberté provisoire,

J.P. SARTRE, S. de BEAUVOIR, C. MAURIAC, F. D'EAUBONNE ,G. DELEUZE... etc...

CFDT : ZÉRO DE CONDUITE !

Durant quatre semaines, les employés des Nouvelles Galeries ont été en grève. Aujourd'hui, en faisant les comptes, on se rend compte que le résultat est nul. Une nouvelle fois, la CFDT a participé à cet échec. Pendant, près de quatre semaines, tous les jours, à l'appel de la CFDT, les employés restaient devant les portes des magasins, une boîte de conserve dans les mains, pour réclamer le : « A votre bon cœur » aux passants indifférents.

Correspondant St-Brieuc

monopole syndical,

(suite au débat dans FL 54)

Depuis la parution d'un article sur le monopole syndical[1], plusieurs réactions nous sont parvenues. Certaines de ces réactions, les plus nombreuses, estiment que la suppression du monopole syndical favorise la présentation de candidatures patronales aux élections professionnelles.

Nous pensons que c'est un faux argument. En effet, la présentation des listes de candidats aux élections professionnelles se fait selon des critères de références qui sont définis par la loi bourgeoise d'Ambroize Croizat[2] et les contestations se font selon certaines modalités, devant l'inspecteur du travail ou le tribunal d'instance. Déjà, dès le départ, pas question des travailleurs dans l'affaire.

De plus, comme c'est précisé dans l'article précité, la représentativité s'apprécie au niveau de l'entreprise (ou de l'établissement) et même, au niveau du collège électoral. Il serait triste que nous soyons amenés à citer des extraits de la Cour de cassation pour prouver ce que nous avançons. Mais s'il faut le faire !...

Les camarades qui nous critiquent nous parlent de candidatures patronales, mais ils omettent de citer les syndicats patronaux. Pourtant, ils existent. Quand ces syndicats sont reconnus représentatifs, les défenseurs du monopole syndical sont bien avancés. Il faut savoir aussi que ce sont les tribunaux bourgeois qui statuent sur la représentativité d'un syndicat.

D'autre part, le fait que seuls les syndicats puissent présenter des candidats au premier tour des élections ne règle en aucune manière la désignation des candidats au second tour. Au second tour des élections, les candidatures sont libres. N'importe qui peut être candidat à la condition que l'intéressé réponde aux critères d'éligibilité définis par la même loi bourgeoise. Donc, les camarades qui nous engueulent pour notre prise de position sur ce sujet feraient bien de se poser le problème des candidatures pro-patronales au second tour.

Encore une fois, les travailleurs n'interviennent pas dans les diverses procédures. De plus, il faut voir comment les syndicats adaptent la loi sur le monopole. Dans l'article en question, nous citons le fait que les bureaucrates syndicaux profitaient de la loi sur le monopole syndical pour écarter tous les candidats qui ne seraient pas dans la ligne du syndicat. Les derniers événements des élections de Renault-Flins nous ont donné raison.

De plus, vouloir à tout prix garder le monopole syndical, sous-entend que les travailleurs ne sont pas aptes à choisir eux-mêmes leurs représentants ; qu'ils ne savent pas reconnaître les candidatures patronales. Venant de la part de camarades léninistes, ce n'est pas surprenant[3], mais venant de la part de camarades libertaires, cette attitude ne peut que surprendre.

Nous aimerions que l'on nous explique quelle différence il y a entre un député et un délégué. Pour nous, le principe de désignation et de contrôle de ces deux représentants sont aussi minimes. Bien sûr, le député est le représentant du peuple, d'une région donnée, et le délégué celui des travailleurs d'une certaine catégorie ; le député s'occupe de « politique » et le délégué d'économique, mais, dans les deux cas, c'est la délégation de pouvoir organisée à grande échelle. Le seul instant où le délégué (ou le représentant du CE) puisse être contrôlé, c'est celui où il doit être ré-élu. Durant toute la durée de son mandat, la seule possibilité de révocation ne peut être prise que par le syndicat et cette procédure est rarement utilisée. Les travailleurs n'ont pas de pouvoir réel tant au niveau du contrôle qu'au niveau de la désignation.

Il est possible de nous rétorquer qu'il suffit que les travailleurs ne votent pas pour les candidats. Ce n'est pas un argument. Au second tour des élections, le candidat peut être élu avec une seule voix, la sienne. Donc on ne supprime même pas la structure.

La seule possibilité que nous voyons est la suivante : Il ne faut pas s'occuper des D.P. et du C.E. Il faut favoriser au maximum la création d'un groupe autonome de base appartidaire développant la prise de conscience de classe et l'autonomie ouvrière (et ce, même vis-à-vis de l'OCL, car il ne s'agit pas que nous reproduisions les mêmes schémas autoritaires). Il est évident que ce n'est pas possible partout, mais l'intervention que nous devons avoir doit systématiquement aller dans ce sens sous peine de se scléroser.

1. F.L. N° 54.
2. Secrétaire général de la fédération de la Métallurgie CGT, membre du Bureau politique du PC, ministre du travail en 1946.
3. Les léninistes considèrent que la classe ouvrière ne peut pas d'elle-même dépasser le stade trade-unionniste. (Trade-unionniste, du nom des syndicats ultra en Grande Bretagne).

coordination libertaire étudiante

COMPTE RENDU – COMMUNIQUÉ

La première réunion de la Coordination Libertaire Étudiante a réuni quelques camarades de province (Rennes, Reims) et de Paris (Sorbonne, Jussieu, Panthéon, Tolbiac, Censier, Paris V, Langues Orientales et Dauphine) et deux camarades lycéens.

Un tour d'horizon a été fait sur ce qui s'y est passé l'an dernier lors du mouvement et sur la situation des fac à présent.

Les problèmes posés par l'implantation du MAS et les spéculations de la LCR sur ce mouvement étudiant ont été abordés en ce qui concerne la structuration d'un mouvement étudiant et des manœuvres démobilisatrices et récupératrices de ces « syndicats ». Le problème des camarades désirant impulser des structures autonomes de luttes étant isolés sur leurs facs ou leurs bahuts a été peu abordé du fait de l'absence de tels camarades à la coordination.

Il a été décidé, pour clarifier la situation et entamer des débats sur les problèmes immédiats qui se posent :

– de convoquer des coordinations régionales avec toutes les parties prenantes d'une lutte anti-autoritaire suivie contre l'université et préconisant des structures autonomes de luttes sur les facs ;

– d'éditer un bulletin de liaison entre les groupes dont le premier numéro paraîtra le 15 décembre. Les groupes désirant y intervenir doivent envoyer à l'adresse du bulletin un stencil prêt à être tiré sur la situation dans la région, et sur les problèmes qui ont pu se poser : répression (cf. Toulouse), destruction (Nanterre), ainsi que de courts articles sur ce qui vous paraît intéressant concernant « l'Institution école ».

Envoyer les articles quinze jours avant la parution du bulletin (le 30 novembre pour le premier bulletin).

Demandez-en le nombre strictement nécessaire au groupe (pour éviter des dépenses trop importantes en papier et en envois).

Adresse de la Coordination : Annie MOREAU B.P. 1275 – REIMS – Cédex 51060.

dossier UL-CFDT 8/9ème

COMMUNIQUÉ

Le 23 novembre 1976 à 18 heures, le Conseil de l'Union départementale de Paris a voté la DÉMISSION du Conseil et du Bureau de l'Union locale 8/9.

Sans tenir compte des sections de base, du Conseil, du Bureau actuels, l'UD organisera courant 1977, avec l'aide des syndicats, une ou plusieurs unions locales sur ces arrondissements, les unions locales devenant des sous-préfectures de l'UD de Paris.

Nous rappelons que la Commission Exécutive de l'UD avait auparavant INTERDIT la tenue de l'assemblée générale ordinaire de l'UL, prévue depuis longtemps pour le 8 novembre. Le Bureau comme le Conseil devaient, ainsi que le prévoient nos statuts, remettre leur démission à l'Assemblée générale, qui est la seule instance habilitée à recevoir la démission d'un Conseil qu'elle avait manndaté.

Le Conseil de l'UD, en décidant de démissionner le Conseil de l'UL, a créé un grave précédent dans la CFDT. Désormais, lorsqu'une instance supérieure sera en désaccord avec une structure de base, elle n'aura plus à débattre du désaccord, il lui suffira de démissionner la structure de base.

L'Union locale 8/9 demande qu'un maximum de sections syndicales situées sur les 8ème et 9ème arrondissements envoient à l'UD-75 des lettres de protestation contre les décisions prises, et demandent que ce soit à l'UL 8/9 d'organiser le plus rapidement possible une assemblée générale des sections de base situées sur ces arrondissements.

Paris le 25 novembre 1976
10 h 30

Pour tous contacts ainsi que pour l'envoi des doubles de lettres : Banque INDOSUEZ, M. Jean DI CARO, Délégué CFDT
96, Bd. Haussmann – 75018 Paris

Paris, le 2 novembre 1976
Aux responsables C.F.D.T.

Camarades,

Les militants de l'Union Locale 8/9 ont constaté qu'il a été collé sur les murs de Paris une affiche rédigée en ces termes :

...« Comme ton patron adhère au P.S. »

Cette affiche était signée CFDT avec mention « Imprimerie, 26, rue Montholon », représentant suggestivement un ouvrier portant sur ses épaules un patron, avec, dans la partie inférieure droite de l'affiche, une parodie obscène du poing et de la rose, sous forme d'une main tenant un phallus surmonté d'une paire de fesses.

Mardi 26 octobre, 13 heures, un permanent de l'UD accompagné d'un permanent régional se présente à l'UL... L'un d'eux part fouiller la poubelle et revient avec une affiche

Les responsables de l'UL ont interrogé les militants participant habituellement aux activités de l'UL. Aucun d'entre eux n'a participé de près ou de loin à la confection ou à la pose de cette affiche.

Nous tenons à signaler que la semaine précédent cette affaire, le jeudi 21 octobre, à l'occasion d'un collage pour appeler les travailleurs à participer à la journée d'action du 23, nous avons surpris un groupe d'une quinzaine de personnes qui tenait réunion dans nos locaux. Le lendemain, pour éviter la répétition de telles pratiques, nous avons changé les serrures et prévenu l'UD de Paris.

Cependant, la CE de l'UD réunie en séance extraordinaire le mardi soir décide de :
– suspendre les activités de l'UL,
– récupérer au siège de l'UL le matériel d'impression,
– faire surseoir à la tenue de l'AG de l'UL prévue pour le 8/11/76,
– saisir le conseil de l'UD du 23 novembre d'une demande de dissolution de l'UL 8/9.

Elle communique ces décisions dans une note interne à l'organisation. Les membres de la CE reconnaissant que la responsabilité de l'UD était engagée, n'ont toutefois trouvé qu'une solution : prendre des sanctions contre l'UL 8/9.

Cet acte de terrorisme trouve ses motivations, selon nous, dans le fait que l'UL et l'UD se sont souvent opposées :
– l'UL a soutenu la motion minoritaire du syndicat du commerce lors du congrès de l'UD ;
– la propagande par affiches de l'UL n'a jamais beaucoup plu à l'UD (attaque contre l'alliance avec les petits commerçants, affiche « Les élections passent, les problèmes demeurent », etc.) ;
– l'UL n'a jamais appelé à voter (sauf aux élections professionnelles et prud'homales). Aurait-elle dû appeler à voter pour Mitterrand, ministre de l'intérieur pendant la guerre d'Algérie ?

– l'UL a toujours signé et revendiqué ses activités passées, présentes ou futures.

Il est normal que des patrons adhèrent au PS (FNAC, Indo-Suez, Schlumberger, Avenir Graphique, etc.). Le forum de la revue patronale « L'Expansion » montre que le PS est un atout dans le jeu des patrons.

Notre organisation est victime d'un double courant, d'une part la Confédération pousse les militants vers le PS, d'autre part des structures syndicales sont investies par des individus qui découvrent le syndicalisme par le biais du socialisme parlementaire, sans formation syndicale, dans l'ignorance quasi-totale des rapports de classes qui régissent la société ; ils prennent des postes et font n'importe quoi.

Une telle situation devait nécessairement susciter – sous une forme ou une autre – une réaction. Si on peut émettre des réserves sur la forme prise par cette réaction, elle nous apparaît, quant au fond, très saine, et les vrais responsables ne sont pas ceux qui n'avaient qu'une affiche grossièrement dessinée pour s'exprimer, mais bien ceux qui ont rendu cette situation inévitable. Il y a encore à la CFDT des travailleurs attachés à la défense des intérêts de leur classe.

Mais craignons que cette affaire soit un prétexte pour entamer une chasse aux sorcières visant à éliminer toute opposition ouvrière à la subordination de la CFDT, aux objectifs électoraux ou autres du PS ou d'autres. Une question pour finir : l'UD aurait-elle réagi aussi violemment si une autre organisation avait fait les frais de cette affiche ?

Nous appelons les travailleurs du 8/9, les militants CFDT et les organisations confédérées à intervenir auprès de l'UD pour que l'UL ne soit pas dissoute.

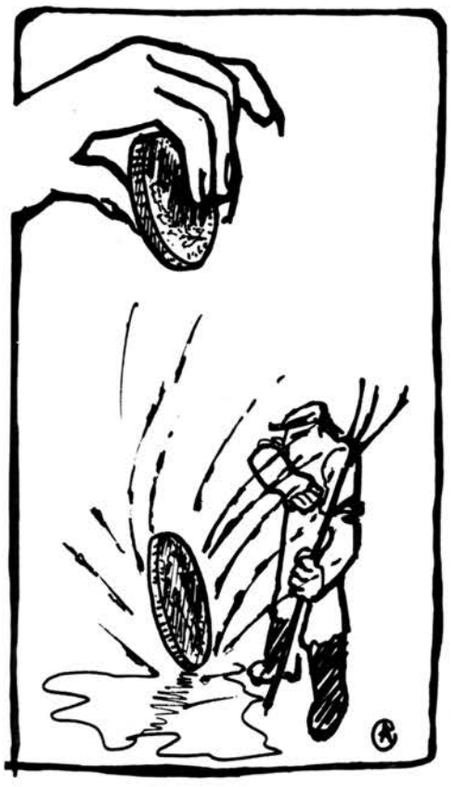
Afin que le slogan confédéral ne soit pas une formule creuse : « POUR LES LIBERTÉS, ADHÉREZ A LA CFDT ».

Syndicalement,

Le Bureau de l'UL 8/9
(suspendu par la CE de l'UD de Paris)

crise

INTERVIEW D'UN PRODUCTEUR DE LAIT CREUSOIS



F.L. — Peux-tu en quelques mots nous parler de ton exploitation, de sa situation avant la période de sécheresse ?

M.T. —J'ai un troupeau de trente vaches et je fournis 300 litres de lait par jour à une laiterie voisine. Je n'ai aucun contrat avec elle, mais compte tenu des investissements que j'ai faits, 300 litres par jour c'est la production minimale pour pouvoir tenir mes engagements. La laiterie me verse alors une somme fixe par mois ; mais c'est un peu comme un salaire, une certaine sécurité...

La nécessité de fournir une certaine quantité de lait chaque jour nous oblige à pratiquer un élevage relativement intensif (2 à 3 vaches à l'hectare) et à tirer le maximum de profit des prairies en utilisant des engrais.

F.L. — Est-ce que le fait que tu sois spécialisé dans la production du lait a une importance par rapport à la sécheresse ?

M.T. — Bien sûr. Comme je te l'ai dit, je suis obligé d'utiliser toutes les ressources de nos exploitations, alors qu'un agriculteur non spécialisé ne tire pas profit de toutes ses possibilités, et par là-même aujourd'hui il ressent moins que moi les conséquences de la sécheresse.

Cette année, tout l'investissement que j'avais fait dans les engrais a été non productif. En effet, le manque d'eau n'a pas permis aux engrais de faire leur effet. Alors que j'aurais dû avoir un excès de fourrage, j'en manque... J'ai eu à peu près 50 % de perte. C'est là aussi que j'ai commencé à perdre du fric...

F.L. — Quelles ont été pour toi les premières conséquences de la sécheresse ?

M.T. — Manquant d'herbe dans les prés, mes vaches ont commencé à avoir faim. La production de lait a baissé : 10 à 15 % en juin, jusqu'à 50 % en août. Autant dire que mon « salaire » a diminué dans les mêmes proportions...

F.L. — Que va-t-il se passer, vu le manque de fourrage, tu n'as pas pu en rentrer pour cet hiver ? De quoi vont vivre tes bêtes quand elles seront à l'étable ?

M.T. — Le gros problème, pour un producteur de lait, c'est qu'il faut conserver à tout prix le troupeau, au moins lui donner le minimum pour le maintenir en vie... Pour nous, pas question de faire comme les producteurs de viande qui peuvent vendre leur cheptel avant l'hiver ! Il faut trois ans pour qu'une vache laitière soit rentable.

F.L. — Mais s'il n'y a plus d'herbe, on peut leur donner des aliments ?

M.T. — Oui, avec la paille, on est obligé de leur donner des tourteaux pour avoir des rations équilibrées, avec le foin ce n'était pas la peine... Et puis, ça revient cher : 1,80 F le kilo, et c'est nettement insuffisant pour obtenir une production normale. C'est encore une perte de revenus pour nous, mais les trusts agro-alimentaires, ça les arrange bien cette sécheresse !

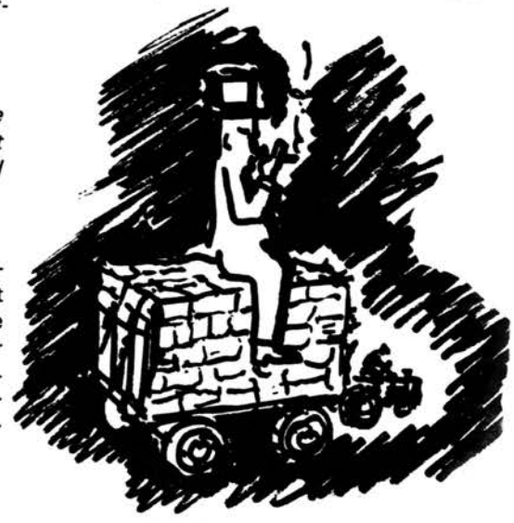
F.L. — Et l'opération paille dont on a tant entendu parler ? Tous ces camions qui passaient sans arrêt ? Est-ce que cette aide a été efficace ?

M.T. — Je ne sais pas si on peut appeler ça une aide, mais je peux te dire que le meilleur moyen pour tarir une vache laitière, c'est de lui donner de la paille ! Mais bien sûr, ça l'empêche de crever...

Un drôle de boulot pour aller chercher cette paille ! Si dans certains départements elle était gratuite, dans l'Indre par exemple, dans d'autres il fallait la payer, payer les botteleurs, payer le transport, sans compter la fatigue, les voyages de nuit pour être au jour à la ferme et reprendre le boulot...

F.L. Y a-t-il eu spéculation sur le prix de la paille ?

M.T. — Pour l'instant non, grâce à la taxation établie par les fédérations. Mais à la sortie de l'hiver, quand il faudra retourner en chercher... Car il ne faut pas se faire d'illusions ; les gros céréaliers n'ont pas vendu toute leur paille cet été. Ils en ont stocké pour la vendre à prix d'or quand on sera obligé de leur en acheter de nouveau.



F.L. — Mais les Chambres d'Agriculture, qu'ont-elles fait ?

M.T. — Il y a bien eu, pour les paysans qui en avaient fait la demande de la paille à aller chercher dans les gares. Mais c'était tellement peu que presque tout le monde a été obligé d'aller en chercher. Certains se sont arrangés par commune, d'autres par CUMA[1].

1. CUMA : Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole

crise (suite)

Et le pire, c'est que cette paille qui normalement ne devait être consommée que l'hiver, eh bien, on est obligé de la donner dès maintenant. On ne peut pas laisser nos vaches meugler dans les champs parce qu'elles crèvent de faim... Mais cet hiver, je ne sais pas ce que je leur donnerai...

F.L. — Comment se font les indemnisations?

M.T. — Ici, il y a une prime de 150 F par tête pour un troupeau de 30 vaches maximum. Une goutte d'eau !

Pour les cas graves, il y a aussi des aides prévues, mais c'est aux présidents de syndicats ou aux maires de demander les imprimés. En fait, c'est eux qui décident des cas graves qui existent dans leur commune...

Le Crédit Agricole propose des prêts complémentaires à faible intérêt (2 ou 3%) et c'est encore lui qui profite de notre misère. Pour les cas graves, on parle de reports des échéances fiscales, de reports des annuités d'emprunt, mais on va voir le nombre de petites exploitations qui vont être vendues ou saisies par le Crédit Agricole !

La sécheresse que nous avons connue cette année va avoir des conséquences pendant longtemps encore pour les exploitants agricoles. Les vaches qui vont être sous-alimentées cet hiver auront une production de lait bien faible au printemps prochain...

F.L. — Et par rapport aux ouvriers ?

« Diviser pour régner », c'est vieux comme le monde et pourtant ça marche toujours...

Les difficultés à vivre s'accumulant sur la tête des travailleurs, leur unification à la base pour lutter commencent ça et là à prendre une dimension qui pourrait être dangereuse pour peu que les métallos rencontrent les cheminots, que les profs discutent avec les charcutiers, que les employés-ouvriers s'entendent avec les paysans...

Le pouvoir d'État a bien vu là le danger, et, d'une pierre deux coups, en faisant payer la note, sans bourse délier, il fait se dresser les ouvriers contre les paysans.

On a entendu :

— Nous, quand on fait une mauvaise année, c'est pas les paysans qui nous aident ; ou encore : Quand on fait des grèves, ils sont rares les paysans qui nous apportent leur soutien...

... Et pendant ce temps-là, la radio s'éternise sur les malheurs des marchands de parapluies... tandis que les paysans n'ont plus qu'à mettre la clef sous la porte !

Nous n'avons pas à payer la note, mais nous sommes solidaires des paysans qui demandent à être indemnisés en fonction de leurs pertes véritables.

BILAN DE LA SECHERESSE POUR UN PRODUCTEUR DE LAIT

Au printemps :
— Achat d'engrais (qui n'ont pas donné le rendement voulu, ou n'ont même rien donné) : . . . . . perte de revenus

Cet été :
— Achat de foin
— Achat de paille (achat de la paille + transport) . . perte de revenus
Achat d'aliments (alors que les bêtes ne devraient rien coûter en été) . . perte de revenus

— Baisse de la production de lait . perte de revenus

Cet hiver :
— Achat de paille (alors qu'on devrait utiliser le fourrage produit par les engrais) . . . . . perte de revenus

Printemps prochain :
— Diminution de la production de lait . . . . . perte de revenus

L'addition est lourde...

Bugey

PAS QUESTION D'ATOMES POUR LES TRAVAILLEURS DU NUCLÉAIRE

Grève des entreprises SPIE-BATIGNOLE et BOCCARD sur le site de la centrale nucléaire de Bugey, le jeudi 4 novembre.

Les ouvriers occupent l'entrée du personnel des entreprises privées, empêchant l'entrée au personnel et aux véhicules.

La grève se poursuit jusqu'au 9 où un détachement de la garde mobile vient évacuer l'entrée. Onze entreprises se mettent alors en grève pour protester contre cette intervention et pour demander l'indemnisation des journées chômées.

Des pourparlers s'engagent qui se soldent par la reprise du travail dans la matinée et par l'acquit de stimulant matériels qui vont de l'augmentation de 1,70 F sur les déplacements jusqu'aux 25 heures payées pour les grèves avec les traditionnelles demandes de récupération.

Les ouvriers de la Spie continuent leur grève perlée de quatre heures par jour. D'autant plus qu'ils ne sont payés en frais de déplacements qu'en pourcentage des heures travaillées. Un procès est en cours sur cette méthode-là.

Il ne reste aux travailleurs de la Spie et de Boccard qu'à continuer leur action, mais appuyés par la CGT toute puissante sur le site ; il y a peu de chances pour qu'ils obtiennent un jour l'adhésion des travailleurs et la volonté de fermer un site jusqu'à l'obtention de ce qu'ils demandent.

Mais depuis les débuts de la tranche 2 de Bugey, aucun arrêt de travail ou aucune manifestation n'a jamais débouché sur les problèmes et les menaces du nucléaire comme choix d'énergie, d'autant plus que pas mal d'ouvriers de Bugey sont susceptibles d'aller travailler à Creys-Malville.

A quand la prochaine fermeture avec des objectifs « plus écologiques » ?

Parisis

COLLECTIF ÉCOLOGIQUE DU PARISIS
COMMUNIQUÉ DU CEP

« Le Collectif écologique du Parisis (Val d'Oise) se scinde en deux groupes, pour des raisons pratiques liées à la géographie et aux moyens de transport locaux...

L, « EST » (Sarcelles, Villiers-le-Bel et environs), et l'« OUEST » (Vallée de Montmorency), agissent de manière autonome, mais, on l'espère, coordonnée ! Des réunions ont lieu régulièrement avec les deux groupes, et... les finances sont communes.

Actions et informations sur : le nucléaire, le Larzac, les autoroutes, l'aéroport de Roissy, la forêt de Montmorency, etc.

Les deux adresses où nous contacter :
— CEP - OUEST, J.F. FAVRIS, 37, rue Sœur Angèle 95210 St-Gratien (417.28.90).
— CEP - EST, D. COUELLAN, 35, route de Garges, Esc. F. 95200 Sarcelles (990.15.46).

INTER-SECTEURS

L'INTER-SECTEURS, C'EST QUOI ÇA ?

C'est bien simple, l'OCL est structurée en groupes et fédérations locales. A côté de ces structures géographiques et afin de voir les problèmes plus particuliers à un lieu d'exploitation, nous avons décidé, au printemps dernier, de créer des liaisons par branche. Aujourd'hui, il en existe 3 principales = entreprises, formation, quartiers, auxquelles se sont jointes, depuis, des commissions spécifiques = femmes, armée, minorités nationales,..
C'est une rencontre de ces différentes structures qui a eu lieu à NIMES.
En voici les premiers comptes-rendus : les autres suivront dans le prochain F. L.

SECTEUR ENTREPRISES

SITUATION ET PERSPECTIVES DU MOUVEMENT OUVRIER ET SES PERSPECTIVES FACE A 78

1 – SITUATION ECONOMIQUE

La restructuration du capital a deux effets sur les travailleurs :
– Stagnation du pouvoir d'achat ;
– De nombreux licenciements qui ont pour conséquence immédiate une concurrence accrue entre travailleurs.

2 – FACE A CELA, QUELLE RIPOSTE DE LA GAUCHE TRADITIONNELLE : LE PROGRAMME COMMUN

Les réformistes ne proposent qu'une solution : attendre 1978 pour « débloquer » la situation, mais parlent de moins en moins du contenu du Programme Commun, s'en tenant à sa vertu quasi magique de remède à tous les maux. L'union de la gauche joue sur le fait qu'elle sera l'occasion de contrer le gouvernement par la majorité des travailleurs, ceci indépendamment de son programme réel. En fait, il s'agit d'un renforcement de sa popularité, uniquement conjoncturelle car le programme commun n'est pas crédible comme programme des travailleurs. IL S'AGIT AVANT TOUT D'UN PROGRAMME INTER CLASSISTE. Il ne veut rien changer, mais aménager la société. Dans ce jeu électoral, le P.S. étant la caution libérale du P.C.

3 – L'EXTREME GAUCHE SE DETERMINE EN FONCTION DU PROGRAMME COMMUN

Face à la situation du capitalisme et la perspective du programme commun, les difficultés rencontrées par l'extrême gauche l'empêchent d'avoir une stratégie propre :
– Le PSU adhère objectivement au programme commun ;
– la GOP et Révolution appellent ni plus ni moins à voter pour l'Union de la Gauche ;
– les Trotskystes optent pour la stratégie de débordement et pour cela veulent des élections dès maintenant ;
– les Maoïstes récitent leur catéchisme.

4 – LES SYNDICATS NORMALISENT LA SITUATION POUR L'AVOIR EN MAINS QUAND LA GAUCHE SERA AU POUVOIR

A) **D'une manière interne**
– en menaçant d'épurer ou en épurant (CFDT : 37è Congrès, CGT : IMRO) ;
– refus de toute action inter professionnelle qui met en danger la division du travail et politise les actions ;
– idée d'un syndicat unique, instrument d'encadrement de la classe ouvrière.

B) **Dans les luttes et mobilisation**
– blocage des grèves quant aux initiatives à la base ;
– tutelle sur des grèves exemplaires, longues mais vouées à l'échec (5 à 10% du personnel la continue au bout d'un moment comme à comme à CHAUFFOUR par ex.) car pas de solidarité de classe réelle ;
– mise en place de journées d'action de défoulement afin d'éviter l'éclatement de grèves sauvages et accréditer le programme commun comme seule solution ;
– répression plus ouverte sur des militants refusant les perspectives réformistes ;
– tentative de démantellement des Unions Locales remplacées par des Unions Inter professionnelles qui maintiendront les travailleurs dans des visions corporatistes. En fait, en accentuant la séparation entre économique et politique, les syndicats deviennent les courroies de transmission des partis de l'Union de la gauche.

5 – LE MOUVEMENT OUVRIER

On a vu le 7 octobre, que la classe ouvrière s'est mobilisée après l'appel des syndicats ; cependant, il est clair que sa signification dépassait largement le plan Barre, objectif sur lequel se battaient les syndicats, la grève visant d'abord le gouvernement tout entier mais étant l'expression d'un ras-l'bol plus général.

On sent une volonté de lutte généralisée mais qui n'arrive pas à déborder les syndicats et qui se trouve donc freinée ou isolée (cf. Coordination des luttes).

Les travailleurs hésitent à se mettre en grève car ils savent que les syndicats ne les soutiendront pas et ils hésitent encore à se battre pour des revendications autres qu'économiques car ils manquent de perspectives. Tant que les travailleurs restent isolés, ils sont bloqués entre le syndicat et les patrons, aussi, la seule révolte est celle contre les petits chefs.

Pour les travailleurs, le programme commun est une éventualité d'y voir plus clair, d'y voir une occasion d'agir. Les travailleurs aspirent à un changement de gouvernement mais veulent surtout changer de vie.

Cependant, depuis 1914, le mouvement ouvrier a perdu toutes ses armes (ex. : Bourses du travail). Qualitativement, il n'est plus organisé en vue d'une lutte anti-capitaliste et peut difficilement entrevoir une stratégie (voir les camardes italiens et portugais).

Nous avons donc tenté de préciser où en était le mouvement ouvrier en 1976, refusant l'analyse léniniste : « c'est la faute des bureaucraties », mais en commençant un travail d'anlyse sur une situation sociale, économique et politique du mouvement ouvrier et des conséquences du conditionnement des travailleurs dû, **en partie seulement**, à la pratique sociale réformiste des prétendus représentants du mouvement ouvrier depuis la 2ème guerre mondiale.

6 – LA NOUVELLE GAUCHE

Avec l'apparition de groupes ou d'individus (sections et structures syndicales radicalisées, groupes autonomes), de coordinations : rencontre de Champoly, tentatives de reprises d'initiatives à la base (coordination des mini-lips) étant dans la mouvance de l'autonomie ouvrière dont nous refusons à mythifier les multiples expériences, les considérant comme autant de symptômes d'une aspiration diffuse et n'ayant pas encore la possibilité d'une expression propre et réelle de masse.

En automne 76, cette nouvelle gauche se dessine davantage au sein du mouvement de masse, refusant la marginalisation, mais aussi par une attitude de refus par rapport à une perspective réformiste. Cependant, elle ne peut, aujourd'hui, développer une contre offensive reliant et unifiant les différents secteurs où se font jour ces aspirations.

Nous devons, par une pratique quotidienne(usine, quartier...) aidé au développement vers cette autonomie des travailleurs :

– par un rôle de dynamique amenant à l'ouverture ou l'éclatement de certaines structures (groupes autonomes, ouverture des sections ou structures syndicales) ;

– par la coordination et la mise en place de rencontres « larges » réunissant les différents secteurs où peut se manifester cette autonomie ;

– par des débats (notamment par l'intermédiaire de Front Libertaire ou de Libération).

PROBLEMES POSES A LA RENCONTRE INTER SECTEURS DE LA TOUSSAINT

Y-A-T-IL A PRIVILEGIER UN SYNDICAT PAR RAPPORT A UN AUTRE ?

Le problème se pose en fonction des risques de se couper de la frange la plus radicalisée, notamment dans le cas de FO qui est généralement déconsidéré par les travailleurs les plus combatifs. Cependant, le plus important est le fonctionnement même de la structure dans laquelle on se trouve.

COMMENT PEUT–ON UTILISER LES DIFFERENTES FORMES DE REPRESENTATION DES TRAVAILLEURS ?

Certains postes syndicaux permettent d'avoir des informations et peuvent faciliter les contacts avec les travailleurs (heures de délégation par ex.) ; cependant, on doit y intervenir en gardant toujours à l'esprit que l'on doit agir dans le sens de la prise en charge des problèmes par les travailleurs eux-mêmes et donc ventiler au maximum les informations que l'on peut avoir.

DOIT-ON PRIVILEGIER TELLE OU TELLE REVENDICATION ?

L'essentiel dans une revendication est moins le caractère radical de celle-ci que la dynamique qu'elle entraine. Notons quand même que, en règle générale, la revendication et la dynamique sont liées.

COMMENT S'ORGANISER DANS UNE ENTREPRISE ?

Il faut surtout éviter d'opposer section syndicale et groupe autonome. C'est pourquoi il parait plus juste de parler de structure autonome comme but à se fixer sur une entreprise.

Contrairement à un groupe politique, ces structures ne peuvent, en aucun cas exister sur une base volontariste et leur développement n'est pas linéaire.

Le développement d'une structure autonome dépend de plusieurs facteurs, et notamment du degré de combativité des travailleurs et des luttes qui en découlent, de la capacité qu'ont les révolutionnaires de démystifier les organismes de négociation et le légalisme, de la solidarité entre les travailleurs, vécue non comme un « devoir militant » mais comme une attitude spontanée et amicale, des rapports sociaux et humains qu'il existe entre les travailleurs. Il est souvent plus facile de commencer son intervention dans une section syndicale pour apprendre à connaître l'entreprise et ceux qui y travaillent.

EST-IL NÉCESSAIRE DE CRÉER UN GROUPE SPÉCIFIQUE ?

Il n'est pas indispensable comme ont pu le constater les camarades du central téléphonique d'Inter Archives, lorsque s'est créé le groupe large extra syndical ; cependant, il peut permettre de débloquer une situation en cas de mainmise totale de la section syndicale par les réformistes ou les gauchistes.

PISTES DE TRAVAIL

1° – Fonctionnement de la section syndicale (ou de la structure) dans laquelle on se trouve – Ses rapports avec la structure syndicale extérieure à l'entreprise (degré de dépendance) – Que comptes-tu y développer ? Dans quel but (au niveau de l'entreprise) ?

2° – Quels sont les problèmes auxquels tu te trouves confrontés ? (luttes contre le patron, contre les réformistes, pour la prise en charge des luttes par les travailleurs) A PARTIR DE FAITS QUI SE SONT DEROULES.

3° – Sous quelles formes se manifeste le courant pour l'autonomie ouvrière dans ton entreprise, s'il est présent ?

4° – Comment se manifeste-t-il au niveau national, international ? Quelles sont ses avancées, ses manques ? à ton avis.

LA NÉCESSITÉ D'UN BULLETIN S'ÉTANT DÉGAGÉ DE CETTE INTER SECTEURS, AINSI QUE DE CONTINUER CERTAINS DÉBATS.

- BULLETIN
  – POUR QUI ?
  – QUEL CONTENU ?
  – QUELS AXES STRATÉGIQUES A DÉVELOPPER SUR LES POINTS SOULEVÉS A L'OCCASION DE CETTE INTER SECTEURS ET LES DÉVELOPPER PAR RAPPORT A UNE PRATIQUE EN VUE D'UNE PROCHAINE INTER-SECTEURS.
- ANALYSE DE L'INFLUENCE DE L'EXTREME GAUCHE DANS LES ENTREPRISES ET LES RAPPORTS DE FORCES DANS LES STRUCTURES SYNDICALES.
- DÉVELOPPER L'INFORMATION (Front Libertaire, Libération) AFIN DE DÉNONCER ET EN DÉMASQUER LES TENTATIVES DE SABOTAGE DES LUTTES PAR LES RÉFORMISTES.
- EVALUER LA CAPACITÉ DE REPRISE EN MAINS DES RÉFORMISTES DE LA CFDT.
- ATTITUDE DU PCF VIS-A-VIS DE L'EMPRISE DU PS SUR LA CFDT.

SECTEUR FORMATION

La Commission Formation de l'inter-secteur a d'abord analysé le milieu enseignants/enseignés pour dégager la stratégie des communistes libertaires dans la lutte contre l'institution scolaire. Deux sous-commissions (une « enseignants », une « enseignés ») se sont réunies pour discuter de leurs problèmes spécifiques de structuration.

LES ENSEIGNÉS

Le dernier mouvement étudiant et lycéen a fait apparaître une frange radicalisée qui n'a pu concrétiser l'ampleur de sa révolte contre l'institution scolaire, prévisible depuis longtemps à travers divers symptômes : désertion des cours, ras-le-bol général...

Ceci a plusieurs raisons :

— une rapide récupération de la lutte par les léninistes qui ont vite envisagé de la tourner à leur profit et ensuite de retourner lamentablement leur veste au dernier moment au sujet des examens : « passons nos examens, on verra bien après... » ;

— manque de coordination totale entre les parties prenantes d'un combat radical contre l'éducation, donc l'absence totale d'expression politique de cette frange radicalisée ;

— manque de volonté de dénoncer les manœuvres négociatrices des « syndicats » (UNEF, MAS) et des tribuns parlementaristes des organisations léninistes (LCR, AJS, Révo).

La question primordiale qui se pose donc aux communistes libertaires est de trouver une forme de coordination efficace avec les parties prenantes de la lutte profonde que nous désirons mener contre le pilier idéologique du système qu'est l'éducation.

Dans certaines facs et peut-être certains lycées, il existe déjà des structures autonomes de lutte (Comité d'Action, Comité de Lutte) où interviennent les communistes libertaires et des camarades anti-autoritaires. Ils arrivent à assurer un minimum de démocratie directe lors des débats en assemblées générales et une prise en charge collective de la lutte et de sa popularisation. Dans ces facs, il nous faut intensifier notre action.

Le gros problème est d'arriver à lancer la lutte là où ces structures n'existent pas et où il faut pousser à leur création. Cela ne pourra se faire que si la coordination libertaire étudiante donne aux éléments isolés les moyens de pouvoir s'exprimer : publications nationales, régionales, affiches, textes, tracts, solidarité avec des facs, lycées et collèges proches ; coordination avec les communistes libertaires intervenant sur les quartiers et les entreprises, etc.

Le clivage avec les organisations léninistes ne se fera que si nous apportons des débats originaux qui dépassent largement le ghetto universitaire et romperont avec le style politicard parlementariste. Surtout, si ce débat se concrétise de la façon la plus large dans des formes de luttes et de popularisation originales, sans pour autant esquiver l'analyse politique que nous devons tirer des événements.

NOTES A PROPOS DU MAS

Le MAS (Mouvement d'action syndicale) est apparu l'an dernier à la faveur du mouvement étudiant. Il est issu de la fusion du MARC (Mouvement d'actions et de recherches critiques), de cercles militants du PSU et du CERES (tendance Chévènement du PS). Il a bénéficié dans une large mesure de la venue de militants supplémentaires sur des impressions extérieures : discours autogestionnaires, attitude relativement correcte dans les facs, publicité donnée par la CFDT, orateurs de grand style (si ! si !). Il nous faut démystifier ce syndicat pour diverses raisons:

— le syndicalisme en milieu étudiant est une aberration, car les intérêts des étudiants, de par l'hétérogénéité de leur condition et de leur devenir, sont totalement divergents (un étudiant boursier d'IUT ne peut se comparer avec un type qui aura accumulé des diplômes pendant des années grâce à l'appui de ses parents). De plus, lancer des revendications corporatistes (restau-U à 3 F, modalités des cours, etc.) n'est pas un service rendu aux classes exploitées et qui le seront, dans un proche avenir, par ces cadres sortis de ces universités ;

— il faut également faire connaître l'attitude du MAS lors du dernier mouvement. Il a systématiquement fait alliance avec la LCR et n'a été capable de pondre, lors des coordinations nationales, que des motions qui ne sont qu'amoncellement de phrases démagogiques, d'analyses fumeuses et sans contenu, qui ne proposent aucune perspective à la coordination. Le MAS porte donc une lourde responsabilité dans la fin catastrophique de l'an dernier : négociations sur les examens et 60.000 étudiants qui se retrouvent en septembre, sans explications.

A ce niveau, on ne peut plus bien sûr parler de remise en question de l'université et encore moins de structures autonomes. On ne peut que s'inquiéter de l'existence d'un tel mouvement lié à une CFDT qui essaie de briser les structures autonomes dans les entreprises à la pointe du combat anti-capitaliste et qui développe une stratégie « horizon 78 » pour qu'il n'y ait pas trop de conflits pour la gauche au pouvoir et pour que l'université soit sage et forme de bons petits cadres pour le nouvel État social-démocrate.

Il faut souligner, malgré tout, que les cellules du MAS peuvent être des structures d'accueil pour les camarades isolés, par les discussions et les types d'actions qu'ils peuvent, peut-être y susciter et dans la mesure où ce sont les seules structures de lutte avec l'UNEF.

LES ENSEIGNANTS

Le milieu enseignant : Les profs ont une fonction bien précise commune à d'autres professions : l'encadrement idéologique. Ils connaissent un certain malaise mais assument leur fonction.

Une petite minorité (évaluée en gros à 10 %) a la même sensibilité que nous et entre en lutte, plus ou moins consciemment, pour une société désinstitutionnalisée. Quels types de clivages peut-on faire dans ce milieu pour amener à des ruptures radicales et pour joindre nos luttes à celles les plus avancées de la classe ouvrière : luttes anti-hiérarchiques et anti-capitalistes étroitement liées à la lutte contre l'institution.

— Les luttes anti-hiérarchiques et anti-capitalistes : au niveau des salaires, augmentations non hiérarchisées, en liaison avec le personnel non enseignant. Au niveau de l'auxilariat, faire se poser aux enseignants le problème de l'emploi permet une prise de conscience et une évolution de leur mentalité. En demandant la titularisation immédiate des auxiliaires, c'est remettre en cause la hiérarchie maintenue par la possession ou non du diplôme.

A ce propos, les pratiques de certains camarades montrent que les formes de lutte radicales créent des clivages et des ruptures avec le milieu enseignant et amènent à la création d'un noyau dur. Comités de lutte contre l'auxilariat, l'action directe avec occupation des établissements scolaires, amorce d'une dynamique de débat avec les élèves, séquestration d'inspecteurs ou de représentants académiques ou du ministère, popularisation par du théâtre de rue, etc., imposent un nouveau style de négociation dans la lutte contre l'inspection, la notation, la sélection, la répression.

Les luttes contre l'institution scolaire : la remise en cause des rapports enseignants/enseignés détermine le clivage fondamental de la frange radicalisée des enseignants avec la masse plus ou moins différenciée des autres enseignants. Ces rapports anti-autoritaires et les attitudes avec les élèves (dans la classe et en dehors) sont l'objectif principal de notre intervention.

EXAMEN DES STRUCTURES DU MILIEU

— **La FEN** : c'est une organisation socio-démocrate, conservatrice, défendant les « idéaux » de la République bourgeoise. Sa ressemblance avec la politique contractuelle de FO et les syndicats allemands ou américains est frappante : c'est un exemple achevé du rôle intégrateur que peut jouer une organisation syndicale dans la société capitaliste. Il y a convergence des visées entre la FEN et le ministère : l'encadrement des élèves et des profs.

Malgré la diversité politique des deux principales tendances de la FEN : Unité-Action (proche du PCF) et Union Indépendance et Démocratie (proche de l'aile droite du PS), il n'y a pas grande divergence au niveau de l'institution scolaire. La tendance majoritaire (UID) et le PS n'admettront jamais une prise en main de la FEN ou du SNI (Syndicat National des Instituteurs) par la tendance U et A. Cela semble être un accord tacite d'ailleurs, puisque cette dernière a plus de contact avec la CGT qu'avec le syndicat FEN dans l'enseignement technique. Une dernière remarque, c'est que la FEN, pour une grande partie des enseignants représente une « assurance-vie ».

— **L'École Émancipée** : avant 1971, l'EE était exclusivement une tendance de la FEN. Depuis, des camarades du SGEN-CFDT, de la CGT, des non-syndiqués (10 à 20 % ?) y participent, de fait.

A l'intérieur de l'EE, il existe une frange radicalisée qui n'apparaît pas dans tous les groupes départementaux. Certains départements sont entièrement aux mains de la LCR et dans d'autres, les militants de la Ligue sont minoritaires et sur la défensive. La frange radicalisée est donc éparpillée et pas organisée. On peut la toucher par l'intermédiaire de la revue ou au cours de la Semaine.

Mais bien entendu, toutes ces formes d'intervention sont subordonnées à une stratégie générale dont l'axe principal n'est pas l'intervention dans l'École Émancipée, mais l'auto-organisation de la frange radicalisée.

Le SGEN-CFDT : On peut noter actuellement trois évolutions à l'intérieur du SGEN : tout d'abord un SGEN droitier, héritage de la SFIO et de la CFTC et même plus à droite. Ensuite, un SGEN proche de la direction de la CFDT. Et enfin, un SGEN où l'on retrouve la frange radicalisée composée de jeunes nouvellement syndiqués ou d'anciens syndiqués FEN.

Certaines sections de base du SGEN peuvent être considérées comme une structure d'accueil et de confrontation de pratiques. Cette situation, qui prend des formes d'autonomie dans la nouvelle situation (élections 78), constitue un problème pour la bureaucratie syndicale et rend précaires les tentatives de normalisation de la CFDT.

NOTRE STRATÉGIE

Notre stratégie repose sur la recherche et le rassemblement de la frange radicalisée, qui sont les seuls moyens de mettre en mouvement des cercles plus larges du milieu enseignant. Néanmoins cette stratégie doit répudier toutes les formes d'avant-gardisme et de dirigisme : ce n'est que par la concertation que pourront se dégager les orientations et les propositions d'actions. La mobilisation doit s'étendre aux travailleurs dont l'intervention sur ce terrain doit être considérée comme décisive, car c'est un secteur important de la lutte contre l'idéologie capitaliste et étatique.

Par conséquent, notre intervention doit se développer en trois directions :

1. Participation à des campagnes nationales sur des thèmes *concrets* remettant en cause et sabotant l'institution scolaire (sélection, examen...). L'initiative des campagnes nationales ne peut être qu'indépendante. En effet, ni les syndicats (pas plus le SGEN que la FEN) ni même l'École Émancipée dans son ensemble ne sont capables de les prendre — ou les reprendre — à leur compte en raison de leur adaptation, sous des formes diverses, au système scolaire.

2. Dans le SGEN, pour se joindre aux rebellions contre le conservatisme scolaire — qu'il soit gouvernemental ou de gauche — qui ne manqueront pas de s'y manifester dans l'actuelle période électorale et celle qui suivra les élections.

3. Dans l'École Émancipée qui, malgré toutes les tentatives d'étouffement bureaucratique dont elle est l'objet, continue à regrouper des éléments de la frange radicalisée.

---

commission armée de l'inter-secteurs

NOVEMBRE 76 OU EN EST L'ANTIMILITARISME RÉVOLUTIONNAIRE ?

1. La fin des spécialistes de l'antimilitarisme « civil » :

Les CAM, CDA, IDS et autres groupes strictement anti-militaristes n'ont plus qu'une existence symbolique. Les organisations qui les animaient les ont mis en veilleuse pour s'investir principalement sur les préoccupations centrales du moment : situation électorale, chômage, licenciements... Les « inorganisés » de tous bords les ont quittées en raison d'un refus généralisé du frontisme, de la spécialisation, du saucissonnage des luttes. Le mouvement antimilitariste révolutionnaire qui les traversait en partie ne s'exprime plus dans ces structures-là.

2. Les objecteurs et insoumis se retrouvent aujourd'hui marginalisés, en raison des phénomènes conjoncturaux : polarisation de l'opinion publique autour des élections, de l'inflation...

Une minorité d'entre eux sont organisés (CLO, ICI) et posent le problème en termes plus consciemment politique. La grande majorité des objecteurs et insoumis sont isolés, démunis de perspectives à tous les niveaux.

L'ensemble du mouvement est aujourd'hui sur la défensive.

3. Le mouvement des soldats est bien moins spectaculaire qu'il y a deux ans. Il est très hétérogène, tant par son expression (comités de soldats, expression spontanée : sabotages, désertions...) que par sa pratique et ses débouchés (coordination nationale et régionale des comités de soldats, syndicats d'appelés).

4. On ne peut plus parler d'un « mouvement antimilitariste », mais plutôt de divers courants hétérogènes, très diffus, ne trouvant aucune forme de regroupement ni d'expression, sinon purement conjoncturelle et événementielle (répression). Ces courant semblent pénétrer plus profondément que par le passé, bien qu'ils n'aient aucun caractère spectaculaire, de larges couches de la population, essentiellement en ce qui concerne la militarisation de la société.

QUELLE STRAT?GIE POUVONS-NOUS AVANCER ?

La confusion du courant antimilitariste nous empêche de pouvoir établir une stratégie générale et un champ d'application particulier. Les pratiques semblent apparemment très localisées, très différentes. Nous sommes réduits à la navigation à vue.

Nous pouvons cependant dégager quelques axes fondamentaux :

— Il n'est plus question d'intervenir en tant que spécialistes par le biais de groupes spécifiques (CAM ou autres).

— Notre intervention doit se faire essentiellement dans les structures autonomes, les syndicats, les groupes de quartiers... selon les situations.

— l'objectif fondamental de cette intervention est de cristalliser un très large débat, dont doit être partie prenante l'ensemble de la nouvelle gauche sur le problème de l'armée et de l'antimilitarisme.

Nous devons accumuler les bilans des expériences, les recherches théoriques (militarisation de la société entre autres), les formes de luttes les plus originales, **tout cela dans le cadre de la lutte anticapitaliste générale.**

C'est alors seulement que nous pourrons essayer de définir une stratégie d'ensemble plus précise.

espagne : santé

Le texte qui suit est traduit de « *Solidaridad Obrera* » N° 2.

POUR LA QUALITÉ PROFESSIONNELLE

Le mouvement actuel ATS (Assistants technico-sanitaires) dans toute l'Espagne est une réponse de la plupart des ATS d'hôpitaux et grands centres, à la dégradation de la profession et de l'enseignement de la profession.

Le mouvement a commencé avant le décret « 707 d'avril » (sur la régularisation de la formation professionnelle qui prévoit la création d'une catégorie de techniciens qui occuperont les postes des ATS actuels pour un salaire inférieur ; tout cela est en accord avec les projets économiques et les structures hiérarchiques des éléments qui détiennent le pouvoir de gestion et les bénéfices du travail de la santé : INP (Institut national de prévision) DGS (Direction générale de la Santé) et les « Collèges » (l'élite médicale).

LES RÉPONSES

Au sein-même du mouvement, on trouve deux lignes de conduite :

1. Celle qui revendique un statut social et une plus grande part du pouvoir à l'intérieur du système actuel, sans rompre le schéma actuel du travail, servile et mécanique, ni mettre en cause le contenu et la finalité du travail de la santé, conformément aux nécessités réelles du pays. Cette revendication veut obtenir des titres universitaires et l'élévation du coefficient de salaire.

Pour nous, libertaires, c'est une revendication qui n'est pas solidaire, qui répond à une motivation égoïste et à une faute absolue de conscience professionnelle.

Nous voyons clairement que, diviser les travailleurs en échelons factices, en catégories professionnelles avec des intérêts spécifiques et différents des autres catégories « supérieures » ou « inférieures », c'est une illusion de plus que nous donne le régime capitaliste-bourgeois et que les partis autoritaires acceptent de bon gré, peut-être bien parce que leur alternative n'est pas qualitativement différente de celle que nous vivons. C'est réduire la lutte des classes à des intérêts particuliers en nous faisant croire qu'il n'y a aucune sollution différente pour chaque secteur de travailleurs de la Santé : auxiliaires, employés, mécaniciens ATS, etc.

2. Celle qui met en relation directe la réforme de l'enseignement et la structure de la santé, s'accordant avec les nécessités du pays. Elle implique une transformation profonde des schémas et des fins mêmes du travail, pour que la qualité technique et professionnelle des travailleurs de la Santé réponde à une qualité d'assistance réelle et progressiste, base d'une autonomie de travail en équipe et d'une gestion vraiment démocratique. Cela remettrait en cause l'INP aussi bien en ce qui concerne l'aspect économique que politique. En effet, il est le principal intéressé à freiner et dévier ce mouvement qui pourrait remettre en cause de manière décisive le pouvoir au sein de l'INP.

C'est pourquoi nous revendiquons le droit pour tout travailleur à un progrès professionnel permanent, sans obstacle sélectif d'aucune sorte et sans fermeture entre les différents niveaux fonctionnels des services. La formation continue dans les centres de travail et l'élimination de l'inspection scientifique de la part de « l'élite médicale ». La disparition du schéma hiérarchique dans l'hôpital et la création d'équipes de travail dans les services avec pouvoir de gestion égalitaire.

En définitive, mettre en pratique les projets en accord avec les idées révolutionnaires auxquelles nous aspirons. Nous pensons que le chemin de l'autogestion ne passe pas par le renforcement hiérarchique de la différenciation des catégories professionnelles. La coopération au niveau des services est l'unique chemin pour édifier une vraie Santé publique.

L'ALTERNATIVE LIBERTAIRE

La Santé publique actuelle :

Comme les autres services publics, la Santé est appelée à remplir une fonction d'appui au régime de domination et d'exploitation économique que nous subissons. La santé est chargée de soigner les blessures des producteurs, de leur passer l'éponge sur la figure ou de les convaincre que leurs problèmes et frustrations obéissent à des motifs personnels qui ne sont pas trop importants et en leur enlevant l'angoisse avec de la drogue, les rendre au processus productif le plus vite possible. Ainsi, les objectifs profonds de la Santé publique restent cachés parce qu'on agit en ignorant les vrais problèmes. Une société qui a pour finalité le luxe et l'argent, la compétition comme système, engendre presque tous les agents pathologiques qui nous font mal ou nous rendent malades, depuis les accidents de la route, l'infarctus du myocarde, le cancer, en passant par les troubles mentaux et l'empoisonnement progressif de tout ce qui nous entoure. La Santé publique est donc appelée à cacher tout cela et c'est la raison pour laquelle on ne veut pas qu'elle s'interroge sur sa propre finalité. Pour ce faire, on accumule les labyrinthes technologiques qui gonflent sa vanité pour qu'elle se sente tres importante. C'est le meilleur moyen pour que tout continue à rester aux mains des privilégies et des detenteurs du pouvoir.

Nos luttes :

Comme le refus des travailleurs face à la société capitaliste est de plus en plus fréquent, nous sommes de plus en plus appelés à devenir des « managers » pour soigner les troubles réactifs et les maladies. Les travailleurs de la Santé sont un prolétariat jeune, qui s'est mis en lutte depuis quatre ou cinq années, sur tout le territoire espagnol. Cela a commencé par la lutte du centre hospitalier de la Vallée de l'Ebre, près de Barcelone, en 1972, et a continué en une série de luttes très nombreuses, dont les plus importantes sont : la lutte des psychiatres à Conjo et à Santa-Cruz, les hôpitaux de San Pablo, la Paz, Bellvitge, etc., jusqu'à l'arrivée du conflit actuel des ATS et de la FE de Valencia.

Rapidement nous avons fait un apprentissage de la lutte ouvrière, non sans défaites, mais avec des victoires qui nous ont donné beaucoup de satisfaction. Ce qui dans d'autres secteurs est déjà acquis est pour nous un motif de blessures qui nous encourage. *En effet, nous croyons important de réfléchir ici à deux circonstances qui, à notre avis, ont joué négativement dans presque toutes nos luttes de secteur.*

1. La grève,

comme arme historique élaborée par le mouvement ouvrier pour se défendre ou arracher des revendications au patron, pose des problèmes dans notre secteur. La grève appliquée à la Santé n'a pas arrêté de nous donner des éléments contradictoires qui ont fait perdre aux mouvements revendicatifs leur force. Les directions des centres hospitaliers ont réussi à manipuler nos luttes en nous opposant aux malades, nous accusant d'être la cause de maux irréparables pour eux, avec notre conduite supposée anti-sociale. D'un autre côté, les directions INP, DGS, sachant d'avance que nous ne pousserions pas nos grèves jusqu'à leurs ultimes conséquences, adoptent dans les négociations des positions de force effectives puisque nous, travailleurs, arrivons aux négociations n'ayant pas la conscience tranquille, croyant avoir causé réellement des difficultés aux malades.

2. Il faut compter avec les **organisations et partis autoritaires** qui sont intervenus dans les luttes de façon presque invariablement négative. La récupération des luttes de la santé, provoquant des arrêts et des grèves suivant les intérêts des partis, ou arrêtant les mouvements quand ceux-ci acquièrent une dynamique de classe ou pour fortifier leur position dans les organes inter-classes (Assemblée de Catalogne, Coordination démocratique...). Tout cela sans tenir compte des intérêts réels de la classe ouvrière ou du niveau de conscience du secteur, provoquant avec la répression, le désenchantement général quand ce n'est pas le scepticisme

Beaucoup de ces expériences désagréables sont à l'origine d'une rapide prise de conscience au sein des militants du secteur qui s'est traduite, au niveau organique, par la création de commissions autonomes récemment coordonnées au niveau régional.

Elles posent comme principe de base la liaison entre l'autonomie de classe et l'action directe, principes totalement inter

espagne : santé (suite)

dépendants et qui constituent pour de nombreux militants – et naturellement du syndicat de la Santé de la CNT – l'unique garantie d'entrer dans la lutte des classes pour ses propres intérêts, sans perdre de vue ceux de la collectivité, sans médiateur, sans intermédiaire partidaire.

Mais si ce deuxième problème est en voie de solution, reste l'inconnue du premier, la valorisation plus profonde de la grève comme arme de lutte dans le secteur de la Santé, de même que d'autres problèmes qui, en les solutionnant, accentueront notre force revendicative et révolutionnaire.

Alternative :

Quand dans un milieu capitaliste on dit que l'autogestion n'est pas possible, on argumente que toute usine en autogestion ouvrière se trouve dans un contexte d'économie bourgeoise de laquelle elle reçoit la matière première et à laquelle elle retourne les produits élaborés ; ainsi, dans ces conditions, il est difficile de faire aboutir ces expériences. Cela a été le cas des expériences des fabriques métallurgiques de Turin en 1920 et de beaucoup de coopératives de production, ou, plus récemment, de Lip en France.

L'autogestion est pour nous la pratique de la liberté dans un contexte égalitaire, c'est-à-dire la participation de chacun en ce qui l'intéresse et le concerne, sans se soumettre à des normes hiérarchiques de direction centrale, donc de rompre non seulement avec le système d'exploitation capitaliste, mais aussi avec le régime de domination politique.

Nous, travailleurs de la Santé, en nous référant à ce qui a été dit antérieurement, nous sommes intéressés de répondre à la question : étant données les caractéristiques de notre travail et étant donné le type de relations que nous maintenons avec cette structure socio-économique, peut-il nous manquer des malades ? Nécessitons-nous un marché pour vendre nos produits ?

Nous devons réfléchir sur ce fait certain: *La Santé au niveau des centres hospitaliers est, par ces caractéristiques générales, un lieu propice aux expériences autogestionnaires.* Pourquoi ?

D'abord, l'autogestion implantée à un niveau inter-hospitalier suffisant, les caractéristiques déficitaires étant données, il est impossible au contexte socio-économique de boycotter l'expérience en réduisant l'affluence des malades.

Ensuite, parce que les caractéristiques propres du travail de la Santé, la mécanique hospitalière, est en elle-même pédagogiquement démonstrative et elle possibilise, si on prépare consciemment un plan de travail, l'apprentissage rapide de l'autogestion dans les différents services, depuis l'administration jusqu'aux cuisines, en passant par les facultés.

Qu'implique l'autogestion de la Santé ? Pour nous, il y a quatre points à considérer:

1. L'élimination ou la diminution dans leur propre inutilité des organes bureaucratiques de direction, c'est-à-dire la contestation du principe hiérarchique à l'intérieur de l'hôpital.

2. La coordination fonctionnelle des services, depuis les mécaniciens jusqu'aux médecins, suivant un système de gestion égalitaire à travers les assemblées de service ou d'hôpital.

3. La coordination des centres hospitaliers autogestionnés et la relation directe avec le monde du travail qui est celui qui reçoit le service, que ce soit dans les quartiers ou à travers les syndicats ouvriers.

4. L'amélioration immédiate et réelle de la qualité de l'assistance sanitaire, de telle façon qu'elle retourne à sa vocation première qui est d'être au service véritable de santé publique et non un outil au service du système de domination et d'exploitation capitaliste.

L'autogestion dont on parle tant fait partie de tous les programmes des partis autoritaires, qui la relèguent à la fin de l'étape révolutionnaire, comme la cerise qui couronne le gâteau.

Nous, libertaires, posons l'autogestion dans notre secteur comme arme de lutte ouvrière, comme système de lutte revendicative, anti-capitaliste et anti-hiérarchique. Nous pensons qu'elle peut être utilisée comme mode alternatif avec la grève, à laquelle nous ne nions pas son utilité, mais dont l'efficacité comme arme de lutte est, en réalité restreinte, plus probablement utile aux secteurs privés de la Santé.

L'utilisation de l'autogestion comme arme revendicative réunit les avantages de la grève et pallie à ses défauts parce que :

1. Elle répond à la Direction en l'isolant et en même temps ne la laisse pas maître du centre, comme il advient avec la grève, parce que l'autogestion suppose l'occupation active du centre.

2. Elle évite que la Direction nous mette face à face avec la société et les malades et au contraire, c'est la Direction qui se trouve confrontée si elle décide de boycotter d'une façon ou d'une autre l'expérience autogestionnaire (par exemple, en arrêtant l'envoi de médicaments ou de matériel).

3. Elle élève le niveau de conscience révolutionnaire des travailleurs de la Santé, adaptant les fins auxquelles nous aspirons aux moyens d'y accéder. Nous pensons qu'en ce sens l'autogestion hospitalière devra se donner des buts à atteindre, par exemple dans des circonstances précises, 48 heures d'autogestion générale dans tous les hôpitaux de la région.

Il y a beaucoup d'obstacles ? Oui, nous le savons. Mais n'est-ce pas un chemin suggestif à approfondir ?

Nous, anarchistes et anarcho-syndicalistes voyons clairement, grâce à notre propre expérience, qu'avant la révolution, c'est à nous d'agir et de réfléchir en ne comptant que sur nos propres forces, parce que si la bourgeoisie progressiste ou les intellectuels de partis doivent nous élaborer la théorie, c'est l'alternative bureaucratique et verticale, avec ministère de la Santé au service d'un régime ou d'un autre, tout autant exploiteur, qui nous attend !

SITUATION GÉNÉRALE

A l'heure actuelle, la situation au Portugal se caractérise par un net glissement à droite du régime depuis un an notamment avec la reprise des terres occupées, et donc l'arrêt de la réforme agraire ; la démission du ministre de l'Agriculture, Lopez Cardoso, représentant de l'aile gauche du P.S. traduit cet état de fait. Pour la première fois depuis le départ du P.S., il y a deux ans, d'une fraction qui allait fonder le Front Socialiste Portugais, se manifeste une opposition de « gauche » (évaluée à 25 %) à la direction du P.S. Le Parti communiste continue sa traversée du désert, et l'extrême gauche organisée, laminée depuis le 25 novembre, survit difficilement. Seuls les GDUP (groupes de dynamisation et d'unité populaire) qui ont soutenu la canditature Carvalho, tentent de récupérer à leur profit les aspirations apartidaires d'une frange radicalisée de travailleurs (euses) portugais. C'est dans ce contexte général que nous publions un éditorial de « Combate » qui traduit mieux que tout autre la situation portugaise et les tentatives de certains travailleurs de s'auto-organiser et de présenter une alternative qui permette le développement de luttes autonomes et l'unification de celles-ci. La fin de l'édito appelle les travailleurs des autres pays à prendre directement contact avec les travailleurs portugais. Que chacun réponde à cet appel et ce sera un pas vers le dépassement des structures partidaires existantes et une réelle autonomie.

TOUT VA BIEN... L'ORDRE REGNE AU PORTUGAL

(Editorial traduit de « Combate »)

Beaucoup de gens par ici disent qu'un coup d'État fasciste se prépare, que les propriétaires et les patrons reviennent. Mais de quoi ces messieurs (qui font courir ce bruit) ont-ils, apparemment, si peur ? Bien plus même, qui est intéressé par un coup d'État qui ferait revenir le fascisme et les patrons ?

Une simple analyse du développement de la situation économique et sociale ne laisse en rien prévoir un tel coup de force.

Au contraire, les actuels gouvernants préparent les mesures de répression interne nécessaires pour contenir la révolte des prolétaires, en même temps qu'ils essaient de trouver les mesures de relance économique. Ni le gouvernement actuel, ni les partis les plus conservateurs (PPD, CDS) ne parlent de reprivatisation. La discussion porte sur la meilleure façon de planifier l'économie qui est aux mains de l'État, et la meilleure manière d'exploiter les travailleurs pour parvenir à arracher un travail plus grand et meilleur, plus d'heures de production, c'est-à-dire pour améliorer par tous les moyens la productivité capitaliste. Cependant les loyers montent, les prix des aliments augmentent, le chômage persiste en même temps que continue les expulsions des maisons occupées, que se poursuivent les limitations à la grève, que parlent d'elles-mêmes les charges de police contre les protestations des exploités.

PORTUGAL

Devant cela, allons-nous rester chez nous à regarder les feuilletons télévisés, allons-nous nous soumettre à une exploitation croissante, à une répression toujours plus violente ?

C'est par peur que nous agissions, que l'appareil d'État se renforce avec ses lois et ses polices, finissons-en avec les peurs inspirées par le capitalisme privé, combattons l'État-patron et tout ce qui le fortifie !

Plus encore, que nous montre le développement capitalisme international ? Que les pays européens renforcent toujours plus leurs appareils d'État respectifs, et que les liens entre États se consolident. Comment penser à un coup d'État fasciste quand, même en Espagne les forces qui défendent le capitalisme privé cèdent du terrain devant les forces du capitalisme moderne ? Qui, au niveau international, appuierait un régime fasciste au Portugal ? Il est possible que le gouvernement PS NE SE MANIFESTE PAS et que les coalitions variées entre les CDS, PPD, PS se renforcent. Ces gouvernements ou candidats à tel gouvernement se distinguent, avant tout, par les formes de répression contre les travailleurs.

Mais alors, pourquoi les partis et groupuscules cherchent-ils à répandre de faux bruits et brandissent-ils la menace du fascisme ? Pourquoi cherchent-ils à faire peur ? Parce qu'en même temps qu'ils répandent la crainte, ils offrent le remède de la sécurité, c'est-à-dire l'entrée sur scène du pouvoir de leurs organisations partidaires ou pseudo-apartidaires. Ces partis prétendument révolutionnaires, conscients que les prolétaires ne se laissent pas embrigader facilement, ont cherché à le faire de manière plus indirecte à travers des soi-disants organismes unitaires qui réunissent tous les politiciens professionnels (la fameuse conscience des exploités) aspirant au pouvoir, dont les GDUP (Groupes de dynamisation et d'unité populaire qui soutinrent la candidature de Carvalho) sont le résultat ultime. Ils répandent la peur parce qu'ils craignent de voir combien les travailleurs les ignorent dans leur pratique de lutte et combien tant d'autres qui s'étaient laissés prendre pour un temps par les partis commencent à les lâcher, conscients que ceux-ci n'ont rien à voir avec leur émancipation.

Or, ce qui est certain, c'est que parmi les travailleurs, il y a une grande démobilisation, beaucoup de découragement et, ce qui est pire encore, beaucoup d'illusions et d'idées partidaires sur leur émancipation. Ainsi, dans les interviews que nous avons faites apparaît l'illusion que l'État peut être un instrument de libération des prolétaires : les délégués syndicaux de TIMEX, qui ont parlé avec nous, considèrent que c'est seulement avec l'aide des gestionnaires du gouvernement qu'ils pourront sortir de l'impasse de leur lutte, et que le fait que les travailleurs cessent d'être exploités par une multinationale et qu'ils se mettent à travailler pour le marché national (dans le sens de « l'indépendance nationale », comme ils disent) mettrait fin à leur exploitation, malgré l'intervention de l'État ; par là, ils mésestiment les contacts avec les exploités d'ici et des autres pays.

Les habitants du quartier d'Artilharia qui luttent contre les expulsions voient dans l'État une structure qui devra avoir pour mission d'aider ceux qui travaillent. Ils jugent possible l'existence d'une société socialiste avec des ministres « qui se dévoueront pour les intérêts des prolétaires ». Socialiste, comment si l'État est une institution qui échappe au contrôle des travailleurs ?

L'État, cette bande de bureaucrates et de sangsues, cette forme de centralisation autoritaire imposée par la nécessité du capitalisme en développement, comment peut-il être un instrument de libération ? Libération de qui ? Du travailleur productif qui travaille aux champs, à l'usine pour nourrir les ministres technocrates, les chefs et autres de même acabit ?

L'État n'émancipe que les gestionnaires, les bureaucrates, les partis aspirant à être nos chefs. L'État ne sert qu'à administrer notre exploitation et notre oppression, et s'il n'en est pas ainsi, qu'en disent les travailleurs russes, chinois, albanais, polonais, angolais, brésiliens... C'est pour cela qu'il est nécessaire que nous, qui avons perdu les illusions partidaires, prenions en charge nos usines et notre vie. Nous qui avons la force de lutter, devons la transmettre aux autres. Si notre objectif est la fin de la société d'exploitation, la contestation quotidienne de la répression économique et sociale croissante est un moyen d'y arriver.

Il faut nous organiser pour cela. Mais sans faire les mêmes âneries que les partis : les chefs qui pensent et décident, et les « moutons » qui exécutent. Nous en voyons déjà les résultats contre-révolutionnaires ici comme partout.

OUI à l'action subversive, à l'action directe là où l'exploitation et l'oppression sont ressenties, et ne répétons pas les âneries que sont ces mobilisations pour recueillir des fonds, ces manifestations anti-fascistes encadrées par des services d'ordre, ces nouvelles polices qui, sous prétexte de défendre les manifestations, nous castrent et nous empêchent de perturber l'ordre bourgeois.

N'attendons pas que d'autres fassent les choses à notre place, n'attendons pas des ordres. Nous pouvons, avec nos moyens, prendre des initiatives propres, nous ne pouvons attendre qu'apparaise une organisation qui nous dise ce que nous devons faire. Unissons-nous et essayons avec nos propres moyens de contribuer au développement des luttes autonomes et à l'unification de ces luttes, pour dépasser les barrières entre pays, et osons prendre contact directement avec les prolétaires des autres pays. Mettons en commun nos moyens d'action et contactons-nous directement.

RFA : un socialisme

R.F.A. : LA SOCIAL-DÉMOCRATIE A VISAGE DÉCOUVERT

Ce texte a été réalisé à partir d'une discussion avec deux enseignants/étudiants allemands. Il n'a pas la prétention d'apporter des éléments nouveaux à une situation déjà bien connue mais il est révélateur, à notre avis, du climat qui règne dans ce pays et de la façon dont cela est ressenti par des inorganisés amorçant une prise de conscience politique.

Question : Comment ressentez-vous la situation en RFA actuellement, et ceci par rapport au climat général de répression, aux « interdictions professionnelles » (Berufsverbot) *aux attaques contre le droit de grève, la liberté de la presse, etc. ?*

Réponse : Dans l'Allemagne social-démocrate, le droit de grève est interdit à tous les fonctionnaires d'État et sévèrement limité dans le privé. C'est une illustration parmi d'autres de notre vécu quotidien. Il y a eu paradoxalement une légère « amélioration » de la situation ces derniers temps, due au fait qu'une partie du SPD, sensible au mécontentement intérieur et à une certaine pression internationale, a ressenti être allée trop loin. Il nous semble aussi possible que cette même tendance s'inquiète de l'éventuelle montée d'une opposition radicale en raison de la crise économique et cherche à désamorcer toute tentative allant dans ce sens, en mettant un peu en sourdine les mesures les plus manifestement « anti-démocratiques » mises en place par ce même SPD.

Q. : Concrètement, comment se manifeste la répression sur votre lieu de travail ?

R. Dans les universités, la situation actuelle a permis au pouvoir de museler quasiment toute forme d'opposition ou de contestation et cela, même dans les régions considérées comme « progressistes » ou « à gauche ». A titre d'exemple, personne n'ose plus assister seulement à des meetings politiques ou participer à des manifs, ni même signer des pétitions « modérées » du genre *Amnesty International*, de peur d'être repéré par le « Service de Protection de la Constitution » (: R.G.) et inquiété par l'administration. Dans les centres de formation, les apprentis doivent renoncer à toute forme de grève, etc., s'ils veulent trouver un emploi à la sortie. Un prof, même en place depuis longtemps, peut être licencié si on le soupçonne d'appartenir à une organisation d'extrême-gauche (PC inclus) ou tout simplement s'il manifeste des opinions par trop « progressistes ». De la sorte, la majorité des gens « s'écrase » pour éviter de graves ennuis et cela même si le GEW (principal syndicat d'enseignants) a pris position à plusieurs reprises contre la pratique du *Berufsverbot*.

Q : Face à cela, comment réagit ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême-gauche révolutionnaire ?

R : L'extrême-gauche nous apparaît souvent comme extrêmement sectaire (c'est vrai en particulier des groupuscules maoïstes qui refusent systématiquement toute tentative d'unifier la lutte contre le *Berufsverbot*). Il est significatif de constater à ce sujet que le DPK (: PC) et les JUSOS (jeunes socialistes) ont impulsé des comités anti-*Berufsverbot* sur des bases nettement moins sectaires que les groupuscules gauchistes qui n'ont jamais pu mettre sur pied une opposition nationale cohérente. Il est intéressant de constater aussi que des comités autonomes se développent maintenant de façon plus efficace que ceux qui sont sous la coupe d'orgas ou de cartels divers.

Q : Justement, à propos d'autonomie, il existe en RFA de nombreux groupes de jeunes travailleurs, chômeurs, lycéens, étudiants, femmes, etc. qui cherchent à développer une pratique révolutionnaire autonome en rupture avec le réformisme (Gauche traditionnelle et syndicats), d'une part, et avec le dogmatisme des groupes léninistes d'autre part. Ceci se traduit par des grèves sauvages, des occupations de maisons et création de collectifs d'habitations, le refus de payer les transports en commun, etc. Pensez-vous que ce mouvement représente une réelle alternative susceptible de se développer, de s'unifier à la base de façon cohérente ?

R : Nous connaissons mal la situation de tous ces groupes souvent isolés les uns des autres. Néanmoins, à notre avis, ils représentent l'avenir face à la crise générale du gauchisme et des chapelles avant-gardistes. Pour parler de ce que nous connaissons, les comités autonomes anti-*Berufsverbot* mentionnés plus haut pourraient aussi être un moyen de créer des structures larges rompant avec le dogmatisme des groupuscules. C'est un besoin qui est ressenti par beau-

POUR UN FRONT ? OUI, MAIS QUEL FRONT ?

Iran. Après un bref entretien avec les camarades iraniens, nous avons décidé d'ouvrir nos pages à ces camarades pour le dur combat qu'ils entament contre le régime fasciste du Shah d'Iran, quand ils le voudront.

Les copains iraniens tiennent à signaler qu'il a été traduit une brochure en langue persanne qui est : *« L'Organisation de l'Internationale »* **de Bakounine.**

Le tract qui suit a été diffusé parmi les Iraniens, tant en France qu'à l'étranger. Le tract et la brochures peuvent être disponibles à la Librairie de F.L. Pour prendre contact avec ces camarades, il suffit d'écrire à F.L., 33 rue des Vignoles 75020 Paris. Nous nous chargerons de faire suivre le courrier.

A PROPOS DU FRONT ANTI-DICTATORIAL DU PARTI TUDEH (P.C. Iranien)

Un communiqué a été publié par le PC Iranien Tudeh pour la collaboration de tous les opposants au régime, à un front antidicattorial et dans le but de renverser le despotisme du Shah.

IRAN

En ce qui concerne le renversement de régime, nous avons déjà mentionné dans le supplément n° 1 de *Nafarman* (anti-autoritaire, celui qui refuse tout ordre), qui sera le nom du bulletin en langue persanne des anarchistes iraniens, que nous défendions toutes sortes de résistances et activités individuelles ou collectives à court ou à long terme, qui aille dans le sens de la destruction de l'État policier et du régime fasciste du Shah. Mais nous considérons comme démagogique la publication d'un tel communiqué de la part du Parti Tudeh, car d'une part le Parti Tudeh, parallèlement à cette publication, traite de terroristes tous ceux qui portent des coups au régime avec des positions différentes, dans le but de renserver le régime, et d'autre part la publication de ce communiqué de la part de l'organisation qui est elle-même le partisan acharné de la dictature d'un parti, et son but est de remplacer le despotisme du Shah par la dictature bolchévique et le capitalisme privé par le capitalisme d'État, ce qui ne peut être que ruse et hypocrisie afin d'acquérir et de canaliser la colère du peuple dans la voie de cet objectif.

Nous sommes convaincus que la dictature d'un parti bolchévique n'est pas la voie de l'émancipation du peuple, soumis au despotisme et à l'exploitation, car l'histoire a montré le caractère anti-populaire de cette dictature ; il suffit de rappeler le massacre des milliers d'opposants politiques et d'individus innocents dans les cachots de la Tchéka et camps de concentration staliniens.

Ce « socialisme » autoritaire dont les marxistes et le Parti Tudeh défendent et veulent substituer au régime actuel, n'est en réalité rien d'autre que l'asservissement des exploités au profit du capitalisme étatique.

La campagne de mécontentement et de protestations des ouvriers et des intellectuels dans les pays où ce système a été réalisé, de l'URSS à la Pologne et de la Chine à la Tchecoslovaquie, est la preuve de ce fait.

Nous, anarchistes, sommes partisans d'un socialisme réel, c'est-à-dire d'un socialisme libertaire et avons mis la réalisation de ces trois objectifs en préambule de notre projet :

1. Autogestion : c'est-à-dire la gestion des usines et des fermes par les ouvriers et

national ?

coup de gens, mais qui n'a pas encore trouvé sa concrétisation.

Q : Enfin, quelle est selon vous l'évolution probable de la RFA dans un avenir proche ?

R : A court terme, qu'on le veuille ou non, les élections d'octobre ont joué un rôle. Dans cette optique, l'avenir est assez sombre des deux côtés. Le SP a réussi à se maintenir au pouvoir, mais il suivra majoritairement une politique de plus en plus à droite pour apparaître comme « responsable » vis-à-vis d'une CDU qui gagne du terrain.

La situation est donc bouchée. Le seul espoir réside dans le développement d'un mouvement révolutionnaire autonome à sensibilité libertaire. Les travailleurs suivent dans leur grande majorité la Social-démocratie (même si c'est parfois de façon critique et sans se faire beaucoup d'illusions), parce que la gauche révolutionnaire de type maoïste ou trotskyste n'est pas crédible, n'ayant que son idéologie sectaire et ses querelles à offrir en alternative. Il ne faut pas oublier non plus que la situation particulière dans laquelle se trouve l'Allemagne (existence de la RDA) fait que les solutions léninistes de type capitaliste d'État sont violemment repoussées par la majorité de la population (ceci se vérifie dans la faible importance du PC).

A plus long terme, en RFA comme ailleurs, seule la montée d'un authentique courant autogestionnaire et anti-autoritaire pourra constituer l'alternative au capitalisme et à ses variantes réformistes ou gauchistes.

les paysans, sans hiérarchie sociale, sans capitalisme et sans propriétaire.

2. Égalité économique de tous les producteurs, car le travail de chaque personne est indispensable pour la société et sa survie.

3. Fédéralisme en tant que lien pour la coordination et l'harmonisation des activités économiques, sociales et culturelles.

Nous ne sommes pas contre le rassemblement et l'organisation, mais nous ne voulons pas que les individus obéissent aux décisions auxquelles ils n'ont pas participé, et nous ne voulons pas que la lutte des ouvriers pour leur émancipation soit déviée et aboutisse à l'avènement d'une classe nouvelle et substitue d'autres sortes d'exploitations et de privilèges sociaux à l'ancien système, car, ce que les marxistes appellent « dictature du prolétariat » n'est en réalité que la dictature d'un certain nombre d'intellectuels et de fonctionnaires du parti sur le prolétariat, et d'autres sortes de capitalisme d'État. En un mot, aujourd'hui, partout en Orient ou en Occident, la richesse des classes dominantes s'est réalisée sur le dos de la classe ouvrière. Par conséquent, le seul front anti-dictatorial, c'est la lutte contre toute forme d'autorité et d'exploitation, et pour le socialisme libertaire.

Nous déclarons notre solidarité avec tous ceux qui voudraient lutter dans cette voie.

R. RAHSEPAR
(Pseudonyme)

Meaux : quand les symboles se défilent !

1. L'ARMÉE A MEAUX...

... Quand la bourgeoisie agite ses vieilles reliques.

Le pouvoir a besoin de revitaliser sa base électorale en faisant « défiler ses symboles ».

La présence de l'armée à Meaux au printemps et les grandes manœuvres un peu partout dans la région parisienne ont d'autres buts que d'émouvoir le cœur vaillant de l'ancien combattant ou d'attiser la curiosité des enfants. Depuis 68 le pouvoir est malade, gravement et bien heureusement malade. Aujourd'hui, les gadgets du « libéralisme avancé » ne font jouir que les imbéciles.

Depuis ce printemps 68, la crise est latente. La délégation de pouvoirs, la hiérarchie salariale sont des valeurs remises en cause par la lucidité combative de la classe ouvrière. L'armée n'a pas été épargnée, que ce soit par les paysans-travailleurs du Larzac qui se battent depuis maintenant cinq ans contre l'extension d'un camp militaire, que par le contingent lui-même qui refuse de briser les grèves ouvrières, qui s'insurge contre l'abrutissement quotidien et l'existence même de cette armée.

Les comités de soldats ont fait trembler les bedaines. Le pouvoir veut repopulariser l'armée et recruter au sein de la jeunesse. Quant aux grandes manœuvres autour de Paris, elles ne sont pas sans relations avec la D.O.T. (Défense opérationnelle du territoire). Le capitalisme en danger est prêt à recourir à la dictature militaire. Le pouvoir actuel n'est plus représentatif électoralement. Il se prépare à une épreuve de force. Aussi la classe ouvrière, pour sauvegarder ses conquête, devra se solidariser activement avec le contingent en lutte.

2. LES PARTIS DE GAUCHE ET L'INSTITUTION MILITAIRE

Les partis de gauche, PC et PS, unis dans un programme commun de gouvernement, sont réformistes par nature.

Dans la mesure où leur objectif politique n'est point la destruction du capitalisme mais sa continuité, par une restructuration politique et économique qui se résume à la nationalisation des grands monopoles. L'exploitation salariale serait sauvegardée. Les travailleurs ne doivent pas se faire d'illusions. Un changement profond de société ne viendra pas d'un gouvernement, serait-il de gauche, mais uniquement de la classe ouvrière elle-même. PC et PS ne représentent que la gauche du capital.

L'institution militaire serait également sauvegardée, mais « démocratisée ». L'expérience chilienne est assez lourde de conséquences.

L'armée ce n'est pas seulement le contingent, mais aussi un corps de métier qui n'est pas apolitique et représente un danger pour la construction d'un véritable socialisme.

Globalement, l'armée hiérarchisée, autoritaire, en tant que corps institutionnalisé, séparé de la classe ouvrière, est le terrain propice de la réaction.

Ceci dit, il est à noter l'attitude crapuleuse et combien cohérente des partis de gauche face à la répression contre les soldats en lutte et les militants CFDT.

PC et PS se sont rangés sous la bannière tricolore et le mythe de la « Défense nationale ».

Ils ont dénoncé l'antimilitarisme prôné par des « minorités agissantes », isolant ainsi les fractions les plus dures de la classe ouvrière.

Le PCF se battait contre l'armée dans les années 20, mais les temps changent...

On pouvait lire dans *L'Humanité* du 21 mars 1929 :

« Comités d'usines et comités de soldats doivent former un bloc homogène ».

Etait-ce de la pure démagogie politique, pour construire le parti de tous les travailleurs ?

Ce qui est clair, toutefois, c'est que le PCF n'a jamais remis en question l'existence de l'institution militaire.

3. CONCLUSION

Pour nous, révolutionnaires, il n'y aura pas de socialisme sans destruction de l'armée.

Libertaires, nous sommes convaincus que le socialisme sera réalisé par la capacité constructive de l'ensemble de la classe ouvrière et non par un parti-guide ou par une avant-garde soi-disant éclairée.

SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS SOUS L'UNIFORME

A BAS LE CAPITALISME !

A BAS L'ARMÉE !

Groupe Communiste libertaire de Meaux, de l'Organisation Communiste-Libertaire

la constipation sexuelle des militants

La pourriture judéo-chrétienne provoque l'aliénation sexuelle des masses sociales en fonction de leur place dans le schéma capitaliste pour permettre, entre autres choses la redistillation commerciale de cette sexualité. Substituer LIBERTÉ - JOUISSANCE - AUTOGESTION à TRAVAIL - FAMILLE - PATRIE est notre seule chance d'échapper à la robotisation de « l'individu productif » que tend à nous inculquer le capitalisme international et ses composantes autoritaires russes et chinoises. Mais entraîner la libération des ouvriers, des paysans et même des intellectuels, suppose que le militant ait accompli sa propre libération sexuelle.

Or, qu'en est-il ?

Les bases économiques capitalistes font que détenir une culture permettant cette libération soit le lot de privilégiés sur lesquels s'est exercé, en même temps que le conditionnement culturel adéquat, un terrorisme sexuel répressif. La connaissance culturelle a souvent engendré chez ces individus leur politisation, et, par le jeu de prises de conscience successives, la finalité militante. Mais le conditionnement est resté. Avoir des relations simplement d'amitié profonde, non-sexuelles entre homme et femme est encore chose difficile. Et puis, les soirées à coller, à vendre son journal,, à réunionner n'arrangent rien (quand l'organisation ou le parti ne tend pas lui-même à s'opposer aux relations inter-sexes permanentes – Renvoi à la bonne vieille image de marque du militant célibataire pur et dur) le peu d'imagination créative que l'on possédait au sortir du patronage, ou du lycée, est encore enfoncée par l'action militante. Et un soir qu'on en a vraiment marre, on se pointe chez une copine avec des fleurs : « Tiens, c'est pour toi... », mais on reste con, parce que son code marxiste n'a rien enseigné à ce sujet, et surtout pas à se désaliéner ; cela inciterait les masses laborieuses à ne plus fournir le quota de travail pour la collectivité.

Alors on tourne en rond ; on recherche dans une activité de groupe, illusoire parce qu'il ne pratique même pas lui-même ses propres théories, le contact humain, l'étincelle qui manque à la vie. Quand, par hasard, on aborde le sujet, on fait semblant de « sublimer son égo » et on sort des énormités du genre « moi je ne peux pas baiser le dimanche soir, parce que le lundi matin, je me lève tôt pour aller vendre le canard à la sortie du métro » (militants libertaires ne regardez pas derrière vous, vous êtes aussi concernés). Après ça on s'aigrit, on se détache de plus en plus de la sentimentalité qui devient chaque jour « plus suspecte de bourgeoisie », et des relations sexuelles qui semblent superflues, parce qu'accomplies avec une copine du mouvement – aussi crevée et désabusée – ou avec une copine pas dans le coup, qui reproche de plus en plus les absences trop fréquentes. Alors on entre en réaction contre son organisation qui reproduit, sans qu'on veuille se l'avouer, les schémas d'aliénation capital-bourgeois et on commence à décrocher petit à petit. Les structures dirigistes, les petits chefs, sont le résultat de l'idéologie et de ses contradictions, qu'ils défendent et qui les modèlent d'une façon monolitique et abstraite, en dehors des êtres humains. Même si le manque de militants impose des sacrifices de leur part, nous ne devons pas oublier que nous luttons pour la liberté et que nous devons commencer par nous, pour pouvoir prouver son existence aux autres.

Il ne suffit pas de réunionner ou de vendre son journal ensemble pour prétendre se connaître. De même, passer son temps, en groupe (ou en cellule) à monologuer sans provoquer la discussion chez ceux qui se taisent, risque de les faire se fermer de plus en plus sur eux-mêmes par peur d'être mis en avant et paraître aussi ridicules, et provoque à la longue un leaderisme de fait, malsain pour la cohésion du groupe.

Ceci est produit, entre autres, par le caractère dominateur des militants plus anciens (qui pensent détenir la « connaissance » avec un grand « C » comme dans connerie) sur les nouveaux intégrés qui se laissent abrutir à coups d'idéologie et d'exemples passés, et par les relations hommes-femmes à l'intérieur d'un groupe (surtout quand celles-ci sont minoritaires).

Que chaque militant veuille bien se rendre compte que faire partie du peuple, ne signifie pas nécessairement faire partie de l'élite intellectuelle et qu'il n'est pas dégradant de répéter dix fois la même chose (surtout lorsqu'il s'agit de notions de base, sur lesquelles tout le monde doit être d'accord), et qu'à force de s'enfermer dans un hermétisme idéologique, on refait le schéma du **spécialiste technocrate** qui se coupe, peu à peu, de la compréhension publique et qui traduit – qu'on le veuille ou non – des conceptions étatiques et dirigistes (qu'il est censé combattre)., des relations humaines.

Sur les ruines de TRAVAIL - FAMILLE - PATRIE, vivons LIBERTÉ, JOUISSANCE - AUTOGESTION - TOLÉRANCE.

Correspondant F.L.

directeur de publication SERRAH Dépôt légal 42 447 Com par m5/613 imprimerie SOVIT 71 9 rue A Mitchin 75020 Paris